



IFJ Lex

Édition périodique : 31 mars 2021

Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

Tables des matières

Actualités des hautes juridictions	4
1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).....	4
2. Cour de justice.....	4
3. Cour constitutionnelle	7
4. Cour de cassation.....	7
Universités – Barreaux – Associations - Autres	8
1. Universités	8
2. Barreaux	8
3. Autres	9
Actualités du Parlement.....	9
1. La justice et la Chambre des représentants	9
2. Autres législations - liens utiles	10
Contact	10

Actualités des hautes juridictions

1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [Note d'information CEDH n°248](#)

Vue d'ensemble EHRM

- [Fiche pays pour la presse : Belgique](#)

La cour a traité 147 requêtes concernant la Belgique en 2020, dont 132 qu'elle a déclarées irrecevables ou dont elle n'a pas poursuivi l'examen (requêtes rayées du rôle). Elle a prononcé 9 arrêts (portant sur 15 requêtes), qui ont conclu à au moins une violation de la Convention européenne des droits de l'homme.

2. Cour de justice (www.curia.europa.eu)

Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information 22 au 26 mars 2021](#)
- [Lettre d'information 15 au 19 mars 2021](#)
- [Lettre d'information 8 au 12 mars 2021](#)
- [Lettre d'information 1^{er} au 5 mars 2021](#)
- [Nieuwsalerts 22 maart 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalerts 16 maart 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalerts 9 maart 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalerts 2 maart 2021 \(NL\)](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-603/20 PPU](#) – Arrêt du 24/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d’urgence – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (CE) no 2201/2003 – Article 10 – Compétence en matière de responsabilité parentale – Enlèvement d’un enfant – Compétence des juridictions d’un État membre – Portée territoriale – Déplacement d’un enfant dans un État tiers – Résidence habituelle acquise dans cet État tiers
- [C-845&863/19](#) – Conclusions du 24/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2014/42/UE – Gel et confiscation des instruments et des produits du crime dans l’Union européenne – Champ d’application – Confiscation des avoirs illégalement acquis – Avantage économique résultant d’une infraction pénale n’ayant pas fait l’objet d’une condamnation – Article 4 – Confiscation – Article 5 – Confiscation élargie – Article 6 – Confiscation des avoirs des tiers – Conditions – Confiscation d’une somme pécuniaire revendiquée comme appartenant à un tiers – Tiers n’ayant pas le droit de se constituer en tant que partie à la procédure de confiscation – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne
- [C-307/19](#) – Conclusions du 25/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Droit applicable – Règlement (CE) no 864/2007 et règlement (CE) no 593/2008 – Champ d’application ratione temporis – Incompétence de la Cour – Article 94 du règlement de procédure de la Cour – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 1er, paragraphe 1 – Champ d’application matériel – Notion de “matière civile et commerciale” – Article 7, point 1 – Notions de “matière contractuelle” et de “fourniture de services” – Article 24, point 1 – Notion de “baux d’immeubles” – Règlement (CE) no 1393/2007 – Signification et notification des actes judiciaires et extrajudiciaires – Notaires agissant dans le cadre de procédures d’exécution forcée – Procédure visant le recouvrement d’un ticket journalier de stationnement d’un véhicule sur une place de parking située sur la voie publique
- [C-648/20 PPU](#) – Arrêt du 10/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d’urgence – Coopération judiciaire en matière pénale – Mandat d’arrêt européen – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 8, paragraphe 1, sous c) – Mandat d’arrêt européen émis par le parquet d’un État membre aux fins de poursuites pénales sur la base d’une mesure privative de liberté émise par la même autorité – Absence du contrôle juridictionnel avant la remise de la personne recherchée – Conséquences – Protection juridictionnelle effective – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne
- [C-949/19](#) – Arrêt du 10/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Contrôles aux frontières, asile et immigration – Politique des visas – Convention d’application de l’accord de Schengen – Article 21, paragraphe 2 bis – Charte des droits fondamentaux – Article 47 – Droit à un recours effectif – Refus d’un visa de long séjour par le consul – Obligation pour un État membre de garantir un recours devant un tribunal contre une décision de refus d’un tel visa
- [C-66/20](#) – Conclusions du 11/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Qualité pour saisir la Cour au titre de l’article 267 TFUE – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2014/41/UE – Décision d’enquête européenne en matière pénale – Autorité d’émission – Autorité administrative désignée en tant que ministère public dans les procédures pénales liées aux infractions fiscales – Exigence de validation par une autorité judiciaire
- [C-648/20 PPU](#) – Arrêt du 10/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d’urgence – Coopération judiciaire en matière pénale – Mandat d’arrêt européen – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 8, paragraphe 1, sous c) – Mandat d’arrêt européen émis par le parquet d’un État membre aux fins de poursuites pénales sur la base d’une mesure privative de liberté émise par la même autorité – Absence du contrôle juridictionnel avant la remise de la personne recherchée – Conséquences – Protection juridictionnelle effective – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne
- [C-949/19](#) – Arrêt du 10/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Contrôles aux frontières, asile et immigration – Politique des visas – Convention d’application de l’accord de Schengen –

Article 21, paragraphe 2 bis – Charte des droits fondamentaux – Article 47 – Droit à un recours effectif – Refus d'un visa de long séjour par le consul – Obligation pour un État membre de garantir un recours devant un tribunal contre une décision de refus d'un tel visa

- [C-66/20](#) – Conclusions du 11/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Qualité pour saisir la Cour au titre de l'article 267 TFUE – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2014/41/UE – Décision d'enquête européenne en matière pénale – Autorité d'émission – Autorité administrative désignée en tant que ministère public dans les procédures pénales liées aux infractions fiscales – Exigence de validation par une autorité judiciaire
- [C-603/20 PPU](#) – Conclusions du 23/2/2021 - Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d'urgence – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (CE) no 2201/2003 – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale – Article 10 – Compétence en cas d'enlèvement d'enfant – Enfant déplacé illicitement dans un État tiers dans lequel il a acquis sa résidence habituelle – Intérêt supérieur de l'enfant – Conservation, sans limite dans le temps, de la compétence des juridictions de l'État membre dans lequel l'enfant avait sa résidence habituelle immédiatement avant son déplacement illicite
- [C-800/19](#) – Conclusions du 23/2/2021 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile et commerciale – Compétence en matière délictuelle ou quasi-délictuelle – Centre des intérêts d'une personne physique demandant la protection des droits de la personnalité – Publication sur Internet – Lieu de l'événement causal du dommage
- [C-95/19](#) – Arrêt du 24/2/2021 - Renvoi préjudiciel – Directive 76/308/CEE – Articles 6 et 8 ainsi que article 12, paragraphes 1 à 3 – Assistance mutuelle en matière de recouvrement de certaines créances – Accise exigible dans deux États membres pour les mêmes opérations – Directive 92/12/CE – Articles 6 et 20 – Mise à la consommation de produits – Falsification du document administratif d'accompagnement – Infraction ou irrégularité commise en cours de circulation de produits soumis à accise sous un régime suspensif de droits – Sortie irrégulière de produits d'un régime suspensif – “Duplication de la créance fiscale” relative aux droits d'accises – Contrôle effectué par les juridictions de l'État membre où l'autorité requise a son siège – Rejet de la demande d'assistance présentée par les autorités compétentes d'un autre État membre – Conditions
- [C-804/19](#) – Arrêt du 25/2/2021 - Renvoi préjudiciel – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Règlement (UE) no 1215/2012 – Compétence en matière de contrats individuels de travail – Dispositions de la section 5 du chapitre II – Applicabilité – Contrat conclu dans un État membre pour un emploi auprès d'une société établie dans un autre État membre – Absence de prestation de travail pendant toute la durée du contrat – Exclusion de l'application de règles nationales de compétence – Article 21, paragraphe 1, sous b), i) – Notion de “lieu où ou à partir duquel le travailleur accomplit habituellement son travail” – Contrat de travail – Lieu d'exécution du contrat – Obligations du travailleur à l'égard de son employeur
- [C-930/19 \(affaire belge\)](#) – Conclusions du 22/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Citoyenneté de l'Union – Droit de libre circulation et de libre séjour sur le territoire des États membres – Directive 2004/38/CE – Article 13, paragraphe 2 – Droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union – Mariage entre un citoyen de l'Union et un ressortissant de pays tiers – Maintien du droit de séjour du ressortissant de pays tiers, victime de violence domestique, en cas de fin du mariage – Obligation de démontrer l'existence de ressources suffisantes – Absence d'une telle obligation dans la directive 2003/86/CE – Validité – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Articles 20 et 21 – Égalité de traitement – Discrimination fondée sur la nationalité du regroupant
- [C-13/20 \(affaire belge\)](#) – Conclusions du 10/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Droit d'auteur et droits voisins – Directive 91/250/CEE – Protection juridique des programmes d'ordinateur – Article 5, paragraphe 1 – Exceptions aux actes soumis à restrictions – Actes nécessaires pour corriger des erreurs – Article 6 – Décompilation d'un programme d'ordinateur

- [C-112/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 11/3/2021 - Renvoi préjudiciel – Directive 2008/115/CE – Article 5 – Décision de retour – Père d'un enfant mineur, citoyen de l'Union européenne – Prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant lors de l'adoption de la décision de retour

3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 25 mars 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 11 mars 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 4 mars 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 25 février 2021](#)

4. Cour de cassation

(https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation)

Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour

- [Libercas février 2021](#)

Pasicrisie de la Cour de Cassation de 1937 jusqu'en 1989

La KU Leuven a à présent scanné la Pasicrisie à partir de 1937 jusqu'en 1989 (et la période 90-99 devrait être disponible sous peu). L'accès à tous ces arrêts est désormais disponible.

- [Arrêts de la Cour de cassation de 1937-1989](#)

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

Université de Liège

La lettre d'information est éditée par l'Unité de recherche 'Cité' et s'adresse aux membres de la faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie ainsi qu'à toute personne intéressée par ses activités

- [Cité n° 21](#)

KU Leuven

Accès ouverte en ligne des livres juridiques ainsi que des archives des revues scientifiques.

- Rechtstreeks.be

2. Barreaux

Barreau d'Anvers

Lettre d'information « Prometheus législation » issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers. La lettre d'information donne un aperçu de la législation et de la jurisprudence concernant le droit public, civil, judiciaire, commercial, économique, pénal, fiscal et social.

- [Prometheus législation – 19 février -23 mars 2021 \(NL\)](#)

Lettre d'information « Prometheus Advocaat en bibliotheek » provenant de la bibliothèque et du service d'étude reprenant les activités du barreau d'Anvers

- [Prometheus 'Advocaat en bibliotheek' –10 février - 9 mars 2021 \(NL\)](#)

3. Autres

Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence européenne

- [Rechtspraak Europa \(mars 2021\)\(NL\)](#)

Eurojust

- [Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne \(CJUE\) relative au mandat d'arrêt européen](#)

Ce document offre une vue d'ensemble de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) concernant l'application de la décision-cadre 2002/584/JAI du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

Actualités du Parlement

1. La justice et la Chambre des représentants

Compte-rendu de la Commission justice

Le « Compte-rendu analytique » est un résumé des débats

- [Compte-rendu analytique du 10 mars 2021](#)
- [Compte-rendu analytique du 3 mars 2021](#)

Questions et réponses parlementaires (3ième session de la 55e législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses \(11 février 2021\)](#)
- [Questions et réponses \(27 janvier 2021\)](#)
- [Questions et réponses \(18 janvier 2021\)](#)
- [Projet de loi : portant des dispositions divers en matière de justice](#)

Ce projet de loi a pour objet d'adopter des mesures urgentes dans le cadre de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

Le présent projet de loi transpose la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal dans la législation belge. Cette directive vise à établir les règles minimales pour les définitions en matière pénale et des sanctions dans le domaine de la lutte contre la fraude et les autres activités illégales portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union.

En outre, une base juridique est prévue pour permettre, pour l'instant, l'envoi de jugements non signés par courrier électronique

2. Autres législations - liens utiles

Liens statiques

- [Justel](#)
- [lube!](#)

Important : En ce qui concerne l'utilisation de Jure-Juridat :

- [Le nouveau moteur de recherche JUPORTAL remplace Jure-Juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)
- [Senlex](#)
- [European Public Prosecutor's Office](#)

Contact

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.